



POLITIQUE



« LE FRÉRISME VISE À ISLAMISER NOS SOCIÉTÉS DE L'INTÉRIEUR »

ENTRETIEN AVEC
**FLORENCE
BERGEAUD-BLACKLER**

PROPOS RECUEILLIS PAR
MAXIME LE NAGARD

FP



| POLITIQUE

Fondée en 1928, la confrérie des Frères musulmans est la matrice de ce qu'on appelle aujourd'hui «l'islam politique», dont le projet est d'islamiser les institutions occidentales modernes. Faut-il voir dans ce que Florence Bergeaud-Blackler appelle le «frérisme» une idéologie de conquête ?

FP

N°23
HIVER
2025

Florence Bergeaud-Blackler

Anthropologue, chargée de recherche au CNRS, Florence Bergeaud-Blackler travaille sur la normativité islamique dans les sociétés sécularisées. Ses deux sujets d'étude principaux sont le halal et le frérisme (l'idéologie issue du mouvement des Frères musulmans), notamment au travers de deux livres : *Le marché halal ou l'invention d'une tradition* (éd. Seuil, 2017) et *Le frérisme et ses réseaux, l'enquête* (éd. Odile Jacob, 2023).

F.P. : Pouvez-vous commencer par définir le «frérisme» en indiquant ses origines et ses spécificités ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : J'ai forgé le terme *frérisme* pour désigner l'idéologie héritée des Frères musulmans, mais qui dépasse aujourd'hui largement l'organisation fondée par Hassan al-Banna en Égypte en 1928. On ne parle donc pas uniquement d'une confrérie structurée et hiérarchisée, mais d'un courant intellectuel, culturel et politique qui a essaimé à l'échelle mondiale. Le frérisme se distingue par plusieurs spécificités. D'abord, un projet global : il vise à islamiser progressivement les sociétés de l'intérieur, en articulant prédication religieuse, action sociale, politique et économique. L'objectif ultime reste l'instauration d'un ordre islamique conforme à la charia, parfois pensé comme une étape vers un califat. Une stratégie d'entrisme et d'adaptation : contrairement aux groupes djihadistes violents, les fréristes privilégient des moyens pacifiques, légaux et institutionnels. Ils investissent les associations, les écoles, l'économie, les institutions politiques, les instances internationales et les universités. Ensuite, un double langage : les fréristes savent adapter leur discours en fonction des contextes. À un langage religieux et mobilisateur en interne ils peuvent opposer un langage démocratique, humaniste ou antiraciste à l'extérieur, lequel leur permet de trouver des alliés et de se présenter comme des interlocuteurs légitimes. Enfin, un modèle organisationnel souple : le frérisme s'appuie sur des réseaux transnationaux, des ONG, des institutions caritatives ou éducatives qui reprennent les idées fréristes sans se dire officiellement «Frères musulmans». C'est pourquoi on peut parler d'idéologie ou de «matrice» plutôt que d'organisation stricte officielle.

F.P. : Pour distinguer le frérisme du salafisme, on dit parfois que le salafisme consiste à islamiser la société «par le bas» (prédication, mosquées, etc.), tandis que



**LE FRÉRISME EST UNE ESPÈCE DE SALAFISME GUIDÉE
PAR UN PROJET : CELUI DE LA CONQUÊTE DU MONDE
POUR LE PLACER SOUS L'EMPIRE DE LA CHARIA.
D'INNOMBRABLES TEXTES TÉMOIGNENT DE CETTE
VOLONTÉ D'IMPOSER CE SYSTÈME COMPLET DE VIE.**

le frérisme consiste à l'islamiser « par le haut » (politique, militantisme associatif, etc.). Est-ce une bonne façon de voir les choses ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : C'est une formule commode, souvent reprise dans la littérature politique ou médiatique. Toutefois, dire que le salafisme islamise « par le bas » (via la *da'wa*, la mosquée de quartier, la formation religieuse, l'insistance sur les pratiques individuelles et communautaires) et que le frérisme islamise « par le haut » (via la conquête d'institutions, la participation politique, le contrôle associatif, syndical, éducatif) n'est pas satisfaisant à mes yeux. Cette distinction n'est pas pertinente, du moins en Europe. Le salafisme pur y est quasiment inexistant, car les salafistes n'ont pas le droit de rester en terre de mécréance. Quand ils sont présents, ils se préparent à partir vivre dans un pays musulman (*hijra*). Le frérisme est une espèce de salafisme guidée par un projet : celui de la conquête du monde pour le placer sous l'empire de la charia. D'innombrables textes témoignent de cette volonté d'imposer ce système complet de vie (*dîn wa-dawla* : religion et État). Dans ses Épîtres aux jeunes musulmans, Hassan al-Banna est explicite : « *Il faut commencer par les terres d'islam déjà conquises et qui ont pu être reprises : nous voulons (...) que le drapeau de l'islam flotte de nouveau, au vent et bien haut, dans toutes les contrées qui ont eu la chance d'accueillir l'islam pendant un certain temps (...) Donc l'Andalousie, la Sicile, les Balkans, les côtes italiennes ainsi que les îles méditerranéennes sont toutes des colonies méditerranéennes musulmanes, et*

il faut qu'elles reviennent au sein de l'islam¹. » Un siècle plus tard, la méthode s'est affinée. L'Europe a été déclarée « terre de contrat » ou si vous voulez : terre d'islam en devenir. Comme ce monde démocratique lui résiste et qu'il veut en conserver le meilleur (la technologie notamment), il doit adopter des méthodes qui sont celles de l'emprise plutôt que celles de la guerre frontale. Rendre la terre à conquérir « charia compatible ». La violence, selon Youssef al-Qaradawi – le plus célèbre mentor du frérisme –, n'est pas efficace contre les puissances européennes, sauf si elle est utilisée ponctuellement et avec parcimonie pour créer un climat de terreur. Ce n'est pas une question morale, mais un souci d'efficacité pour parvenir à l'objectif. Les Frères musulmans visent explicitement la constitution d'un ordre politico-juridique islamique, par étapes ; le frérisme accepte temporairement de composer avec l'État, le droit et la société civile pour progresser, mais au prix d'un contrôle strict de la population qui ne doit pas s'assimiler ; le salafisme pur préfère s'en isoler. Sur le plan de la méthode : le frérisme privilégie l'entrisme alors que le salafisme dit « quiétiste » oriente vers la soumission à la pureté doctrinale et l'enseignement religieux. Notons que les salafistes purs détestent les Frères musulmans et ne peuvent pas cohabiter avec eux, car ce sont à leurs yeux des hypocrites et des traîtres. De leur côté, les Frères musulmans trouvent les salafistes simplement bornés, et les voient comme des imitateurs passifs. Ils s'emploient donc à les influencer, cela donne le « fréro-salafisme ». En Europe, je dirais qu'il n'y a que des fréristes et

¹ Mohamed-Ali Adraoui, « L'épreuve du réel, les islamistes et le monde. Une étude des politiques étrangères des mouvements islamistes. Mobilisation et reconstruction d'un référent idéologique », *Cahiers de la Méditerranée*, 89 | 2014, 99-114.



| POLITIQUE



**PLUS ON CRIMINALISE LE BLASPHEME SOUS PRÉTEXTE
D'ISLAMOPHOBIE, PLUS ON PEUT LÉGITIMER LA
SUPPRESSION DU BLASPHÉMATEUR, SON EFFACEMENT
SOCIAL OU SA SUPPRESSION PHYSIQUE COMME
CELLE DES JOURNALISTES DE CHARLIE OU
COMME LE PROFESSEUR SAMUEL PATY.**

des fréro-salafistes ou salafistes frérisés, ceux qui ne sont pas partis et qui ont été, pour plein de raisons, convaincus par les Frères qu'ils étaient plus utiles à rester ici pour participer au projet. Quand vous avez votre travail, toute votre famille en France, vous cherchez des raisons licites de rester... et les Frères vous en donnent.

F.P. : On considère généralement que le djihadisme est un produit du salafisme (et non de l'islam politique). Le djihad offensif ne peut-il pas être une modalité du frérisme ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : Si, en effet. Beaucoup de spécialistes considèrent que le djihadisme contemporain est une branche du salafisme du fait de la référence à la *salafiyya* (les trois premières générations de l'islam), l'obsession du *tawhîd* (l'unicité en tout) et la rigueur doctrinale. Pourtant, les Frères musulmans prônent la même chose, mais le projet de conquête passe avant tout : il faut parfois faire des compromis provisoires avec l'infidèle pour arriver à l'objectif. Là encore, il s'agit de distinctions d'ordre stratégique. Les Frères eux aussi prônent le djihad. Historiquement, Hassan al-Banna considérait le djihad comme partie intégrante de la *da'wa* (prédication). Sayyid Qutb, figure radicale des Frères, a réintroduit une conception offensive du djihad comme moyen de renverser les sociétés de la *jahiliya* (l'ignorance préislamique). Ses écrits ont beaucoup influencé les djihadistes (notamment al-Qaïda). Dans son livre *Fiqh al jihad* (2009), Youssef

al-Qaradawi, un autre personnage important des Frères considéré comme un modéré, et qui s'adresse aux musulmans en situation minoritaire est plus prudent, mais il ne renonce pas au djihad, et notamment au djihad défensif. Si le djihad offensif doit être déclaré par le chef d'un état islamique, le djihad défensif est une réponse en principe «proportionnée» à un acte jugé antimusulman. Autrement dit, la lutte contre les islamophobes est licite. On voit la conséquence : plus on criminalise le blasphème sous prétexte d'islamophobie, plus on peut légitimer la suppression du blasphémateur, son effacement social ou sa suppression physique comme celle des journalistes de *Charlie* ou comme le professeur Samuel Paty. Il n'est pas nécessaire de commanditer un attentat, les fous de Dieu se lèvent à cet appel «divin» pour défendre l'honneur du prophète Mahomet.

F.P. : Le frérisme (et l'islamisme au sens large) est parfois présenté (chez François Burgat notamment) comme une réaction contre-culturelle à la colonisation, une forme de résistance à un modèle occidental perçu comme aliénant. La thèse de l'islamisme comme simple «produit réactif» contre l'Occident est-elle tenable ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : La thèse du «produit réactif» contre l'Occident – qu'on retrouve en effet chez François Burgat et, dans une certaine mesure, chez Olivier Roy (notamment lorsqu'il parle d'«islamisation de la radicalité» plutôt que de «radicalisation



N°23
HIVER
2025



de l'islam») – met l'accent sur le rapport colonial/postcolonial et sur les humiliations subies par les sociétés musulmanes face à la domination occidentale. Certes, sous la période coloniale et jusqu'à la moitié du XX^e siècle, les musulmans ont subi une domination sur tous les plans, militaires, économiques, technologiques. Mais leur projet découle d'une histoire plutôt réussie de conquêtes qui demeure gravée dans l'inconscient collectif notamment pendant la période d'expansion du VIII^e au XIII^e siècle. La chute du califat en 1924 a été vécue comme une blessure, un affront, un déshonneur. Hassan al-Banna a fondé sa confrérie – les Frères musulmans – pour que l'islam redevienne un «système complet» englobant religion, État, économie et société. Il ne s'agit pas seulement d'une protestation, mais d'un programme normatif positif assumé comme tel.

F.P. : Le politologue Olivier Roy avait fait sensation dans les années 1990-2000 en pronostiquant «l'échec de l'islamisme», et plus largement l'idée d'un «post-islamisme», annonçant, en substance, une inéluctable sécularisation. En quoi vos travaux prennent-ils le contrepied de cette thèse ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : La thèse d'Olivier Roy sur «l'échec de l'islam politique» puis sur le «post-islamisme» s'inscrivait dans une lecture de la fin des idéologies, très marquée dans les années 1990. Selon lui, la mondialisation, l'urbanisation et la déterritorialisation des musulmans d'Europe rendaient l'islamisme inadapté et on allait vers un reflux, un épuisement, voire une dilution du projet islamiste. Mes travaux prennent le contrepied de cette perspective en montrant au contraire que l'islamisme – et en particulier le frérisme – est un projet idéologique de long terme, très adaptable en Europe, qui s'insère dans les sociétés modernes par des voies multiples en utilisant des leurre. La thèse d'Olivier Roy leur a permis de faire croire qu'ils étaient en train

de disparaître alors qu'ils étaient surtout en train de disparaître... des radars. Loin de s'éteindre, l'islamisme frériste s'est reconfiguré par l'entrisme associatif et la captation de causes universalistes (droits humains, antiracisme, écologie, féminisme, etc.) ; par la construction de marchés religieux (halal, finance islamique, tourisme, éducation, numérique) qui assurent une diffusion continue des normes islamiques dans l'économie globale ; par une très bonne maîtrise du discours victimaire qui empêche des universitaires comme moi d'enseigner, car accusée par eux et leurs alliés utiles d'être raciste, sioniste ou d'extrême droite... des accusations gratuites et violentes mais fortement rémunératrices pour eux. L'hypothèse du «post-islamisme» est un mirage rassurant et aveuglant qui ne tient pas un instant, qui fait partie de la guerre culturelle menée par le frérisme avec son allié gauchiste, d'où l'expression d'alliance islamo-gauchiste.

F.P. : Quelle est l'ampleur de l'implantation de la nébuleuse frériste en Europe et quels sont ses réseaux ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : L'implantation européenne du frérisme a commencé dès les années 1950, en lien avec l'exil de militants ou d'intellectuels des pays arabes (répression politique, coups d'État, etc.). Au fil des décennies, cette implantation s'est étendue. Les années 1980-1990 ont marqué un tournant institutionnel avec la création de structures transnationales comme l'UOIE (Union des organisations islamiques en Europe) et l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), qui a fédéré des mosquées et associations fréristes sur tout le territoire. Sur le plan culturel, en France, selon un rapport du ministère de l'Intérieur de mai 2025, on recenserait 139 lieux de culte liés aux Frères musulmans, plus 68 lieux «considérés comme proches», soit un total de 207 structures (ce qui représenterait moins de 5 % des mosquées en France). Le rapport indique que ces



lieux accueillent environ 91 000 fidèles, soit 1,2 % des musulmans en France. Le nombre de personnes « identifiées comme proches des Frères musulmans » est estimé à environ 100 000 en 2025 (contre 55 000 en 2019). Je pense que ces chiffres ne tiennent pas compte du succès de leur idéologie auprès de millions de jeunes musulmans passés par leurs écoles coraniques ou par les lieux de socialisation qui y sont liés. 85 % des jeunes musulmans déclarent que la religion occupe une place importante dans leur vie personnelle. 57 % des jeunes musulmans (âgés de 15 à 24 ans) considèrent que la charia est plus importante que la loi de la République, soit une augmentation de 10 points par rapport à 2016. 48 % des lycéens musulmans estiment que Samuel Paty a eu tort de montrer les caricatures, un taux largement supérieur à celui des autres groupes (11 % des lycéens catholiques et 10 % des lycéens sans religion). Enfin, 76 % des musulmans pensent que la religion a raison lorsque religion et science s'opposent sur la création du monde, contre 22 % des adeptes d'autres religions. Les Frères n'agissent pas seulement dans les mosquées. Selon leur conception de l'islam, être musulman, c'est l'être dans chacun des actes de la vie, pas seulement le vendredi à la mosquée. Ils ont d'abord conquis le champ culturel pour neutraliser les autres sensibilités religieuses. Ils ont également cherché à neutraliser toute production scientifique sur l'islam en entrant dans les départements de sciences sociales des religions et de l'islam, en finançant des projets de recherche. La seconde génération, en particulier, s'est davantage engagée dans les activités sociales, sportives et éducatives ouvertes, qui maillent le paysage associatif et l'ensemble du territoire, souvent financées par de l'argent public. Depuis les années 2000, ce modèle s'observe également au Royaume-Uni, en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas.

F.P. : En mai 2025, le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a dévoilé un rapport inédit sur le frérisme et la nébuleuse

islamiste en France. Comment avez-vous accueilli ce rapport et a-t-il été entendu à la mesure des enjeux ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : La publication de ce rapport par le ministre de l'Intérieur en mai 2025 constitue une étape importante, car pour la première fois l'État reconnaît officiellement l'existence d'une nébuleuse frériste en France, son organisation, son maillage et son influence idéologique. J'ai accueilli ce rapport avec satisfaction, car il apporte des données chiffrées, des cartes, des typologies qui confirment ce que les chercheurs et certains acteurs de terrain documentent depuis longtemps. Je formule néanmoins quelques réserves. Les chiffres avancés dans ce rapport me paraissent sous-évaluer la profondeur de l'emprise idéologique du frérisme, qui ne se limite pas aux structures identifiées. On ne peut pas comprendre l'ampleur du phénomène sans tenir compte de l'influence diffuse de leurs écoles coraniques, de leurs lieux de socialisation, et plus largement de la pénétration de leur vision du monde auprès de millions de jeunes musulmans. Les statistiques officielles ne mesurent pas cette adhésion culturelle et religieuse, qui constitue pourtant l'enjeu central. Le rapport a-t-il été entendu à la mesure des enjeux ? Je ne le crois pas. Il a eu un certain écho médiatique à sa publication, mais il a rapidement été relégué au second plan. Beaucoup d'acteurs politiques, universitaires ou médiatiques préfèrent minimiser, relativiser, ou même détourner l'attention. Ce rapport aurait dû ouvrir un véritable débat national sur la stratégie à adopter face à un projet politique qui vise à islamiser nos sociétés de l'intérieur. À défaut, il est resté trop souvent lu comme un document technique ou polémique, alors qu'il devrait être considéré comme un signal d'alarme.

F.P. : Vous vous désolerez qu'une partie de la gauche politique ne prenne pas assez le sujet au sérieux. Au-delà même de ceux qui « laissent faire », certains mouvements (le mouvement décolonial, par exemple)





CONCERNANT LA FRANCE INSOUMISE (LFI), IL S'AGISSAIT AU DÉPART D'UNE STRATÉGIE ÉLECTORALE ET IDÉOLOGIQUE VISANT À RALLIER LES ÉLECTEURS DES QUARTIERS POPULAIRES, OÙ LA RELIGIOSITÉ MUSULMANE EST FORTE, ET À SE POSER EN DÉFENSEUR DES MINORITÉS. MAIS CELA DEVIENT DE PLUS EN PLUS UNE ADHÉSION À L'ISLAMISME.

ou certains partis (LFI, par exemple) sont régulièrement accusés de promouvoir l'islamisme. Ces accusations sont-elles fondées ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : La gauche politique en France a longtemps minimisé le phénomène islamiste, par fidélité à une grille de lecture qui voit dans les minorités religieuses et culturelles des « dominés » socio-économiques. Toute critique de l'islamisme est alors lue comme une hostilité à « l'islam » ou une forme de racisme, ou encore comme un moyen de faire diversion pour ne pas aborder les seules questions jugées importantes : les inégalités socio-économiques. Cette conception a créé un angle mort redoutable. Si vous travaillez sur l'islamisme, vous n'êtes perçu que comme un suppôt de la droite ou de l'extrême droite. Par ailleurs, sur le fond, il existe des convergences ponctuelles, mais réelles entre certains segments de la gauche radicale et des organisations islamistes. On pense notamment au mouvement décolonial, qui partage avec le frérisme une rhétorique victimaire, un usage du registre antiraciste et une vision binaire du monde (dominants/dominés, Occident/colonisés). Cela ne signifie pas que ces courants soient islamistes eux-mêmes : leur idéologie reste laïque et ancrée dans une logique postcoloniale. Mais leur refus d'examiner l'islamisme comme une idéologie politique autonome, leur tendance à le considérer uniquement comme une réaction à « l'islamophobie », conduisent à lui fournir un appui indirect.

Concernant La France insoumise (LFI), il s'agissait au départ d'une stratégie électorale et idéologique visant à rallier les électeurs des quartiers populaires, où la religiosité musulmane est forte, et à se poser en défenseur des minorités. Mais cela devient de plus en plus une adhésion à l'islamisme. Et ce n'est pas moi seulement qui l'avais prévu : ce sont aujourd'hui ceux qui font défection qui le disent. Prenez par exemple le témoignage récent de l'ex-conseiller régional LFI des Hauts-de-France Cédric Brun. Il explique que certains groupes influents proches des Frères musulmans au sein de LFI cherchent à imposer une idéologie religieuse en promouvant le halal dans les cantines ou en mettant la question religieuse au premier plan, au détriment des priorités sociales classiques. Nous sommes au début de la mue de LFI en parti islamiste.

F.P. : Vous faites de « l'islamophobie » un outil de *soft power* pour la cause islamiste. En quoi ? Cela revient-il à dénier l'existence de l'islamophobie en tant que telle ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : Toutes les sociétés connaissent des discriminations, des préjugés, des violences contre des personnes pour toutes sortes de raisons : raciales, culturelles, linguistiques, sociales, etc. Rejeter l'islam ou en avoir peur n'est pas illégal, et ce n'est même pas totalement illégitime compte tenu de ce que certains font au nom de cette religion, et du silence d'autres face à ces dérives. Vous avez le droit de ne pas aimer une idéologie, et même





**LE FRÉRISME EST UN PROJET POLITIQUE SECRET,
STRUCTURÉ, DOTÉ DE RESSOURCES FINANCIÈRES,
ASSOCIATIVES, ÉDUCATIVES, MÉDIATIKES, QUI
PROSPÈRE SUR L'AMBIGUÏTÉ, SE PRÉSENTE COMME
UN COURANT CONSERVATEUR MAJORITAIRE DE L'ISLAM.**

de ne pas apprécier des personnes pour ce qu'elles sont ou font : c'est déplorable, mais c'est ainsi. Ce que vous n'avez pas le droit de faire, en revanche, c'est de discriminer ou d'exercer une violence psychologique ou physique. Mais on ne combat pas la haine en l'interdisant : on la rend inattractive. Or, dans nos sociétés, le modèle du haineux est trop souvent valorisé, comme on le voit dans les films ou sur les réseaux sociaux. Je suis très libérale en matière de liberté d'expression, sauf lorsque la vie d'un individu ou d'un groupe est en jeu, bien sûr. L'usage frériste du terme « islamophobie » est tout autre chose. Il s'agit d'imposer la notion de blasphème et de substituer la théocratie autoritaire à la démocratie libérale. Depuis les massacres *Charlie* et *Paty* (et les autres...), nous savons que si nous ne défendons pas la liberté d'expression, nous la perdrons avec ce qui la fonde : la démocratie et l'État de droit. Le terme « islamophobie » masque le « djihad défensif » des islamistes qui peut être mortel. Le droit musulman vous permet d'attaquer quelqu'un si vous avez le sentiment qu'il en veut à votre religion. Il rend cette violence licite. L'usage politique de « l'islamophobie » sert à sanctuariser un projet islamiste théocratique, en terrorisant, en criminalisant toute mise en cause de ses avancées ou revendications. D'ailleurs, les islamistes – comme par exemple *Elias D'Imzalène*, allié de *LFI*, condamné à la prison avec sursis pour avoir appelé à mener l'Intifada à Paris – expliquent que l'islamophobie n'est pas un problème de discrimination, mais un problème politique. Est considéré comme « islamophobe » tout ce qui empêche la communauté musulmane de se doter d'une

représentation politique. Si l'on refuse l'idée d'un parti politique prônant la charia, alors on serait « islamophobe »...

F.P. : Vous expliquez bien que confondre l'islamisme (et le frérisme) avec l'islam en soi serait « une erreur ontologique et politique », c'est-à-dire, non seulement faux en soi, mais de surcroît stratégiquement inepte. Que répondez-vous à ceux qui en déduisent qu'il n'y a dès lors pas lieu de dramatiser ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER : Certains tirent de cette distinction une conclusion fallacieuse : l'islamisme ne serait qu'une idéologie minoritaire agressive dans un grand espace pacifique et il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter. Le frérisme est un projet politique secret, structuré, doté de ressources financières, associatives, éducatives, médiatiques, qui prospère sur l'ambiguïté, se présente comme un courant conservateur majoritaire de l'islam. Ses représentants ont d'ailleurs choisi de changer *UOIF* en « *Musulmans de France* » pour banaliser leur vision fondamentaliste et faire oublier leur projet. Dire qu'il ne faut pas dramatiser, c'est refuser de voir que l'islamisme a déjà acquis une influence bien supérieure à son poids démographique, et qu'il façonne aujourd'hui une partie de la jeunesse musulmane comme je l'ai rappelé en citant les chiffres des sondages. C'est un phénomène que mes collègues européens et moi observons depuis des années. Mais il nous est, de facto, interdit de le faire savoir. Tous les centres qui travaillent sur l'islamisme en Europe sont discrédités et le plus souvent fermés. Sur la base de témoignages, *Jean Chichizola* a décrit ce phénomène des chercheurs pris pour cibles dans un article du *Figaro*². ♦



N°23
HIVER
2025

²Jean Chichizola, « On ne peut plus travailler, sauf à prendre des risques » : ces chercheurs pris pour cible par les islamistes », site web du *Figaro*, 10 juin 2025

